

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

INSTRUCTION N° 3993/DEF/PMAT/EG/B

relative à l'admission des sous-officiers et des militaires du rang de l'armée de terre au bénéfice des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Du 4 août 1997

INSTRUCTION N° 3993/DEF/PMAT/EG/B relative à l'admission des sous-officiers et des militaires du rang de l'armée de terre au bénéfice des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Du 4 août 1997

NOR D E F T 9 7 6 1 1 5 1 J

Références :

Code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment les art. L. 5 et L. 26).
Loi 72-662 du 13 juillet 1972 (BOC/SC, p. 784 ; BOC/G, p. 1001 ; BOC/M, p. 950 ; BOC/A, p. 595) modifiée.
Loi 96-1111 du 19 décembre 1996 (BOC, 1997, p. 323).
Décret 73-1219 du 20 décembre 1973 (BOC, 1974, p. 27) modifié.
Décret 74-338 du 22 avril 1974 (BOC, p. 901) modifié.
Décret 80-792 du 02 octobre 1980 (BOC, p. 3664).
Décret 96-28 du 11 janvier 1996 (BOC, p. 538).
Arrêté du 23 avril 1974 (BOC, p. 915) modifiée.
Arrêté du 01 juillet 1974 (BOC, p. 1693) modifié.
Instruction ministérielle 9079 du 07 mars 1996 (BOC, p. 2121).

Pièce(s) Jointe(s) :

Trois annexes et trois imprimés répertoriés.

Texte abrogé :

Instruction n° 6000/DEF/PMAT/EG/B du 7 mars 1985 (BOC, p. 1347) et ses modificatifs des 21 mai 1985 (BOC, p. 2544), 14 mai 1992 (BOC, p. 1999), 5 avril 1994 (BOC, p. 1507), 14 novembre 1994 (BOC, p. 4385) et 4 juillet 1996 (BOC, p. 3005).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 311-0.3.1.2, 620-3.2.2, 621-4.2.3.1.3.

Référence de publication : BOC, p. 4041.

SOMMAIRE

Introduction.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A LA RETRAITE.
2. AUTORITÉS HABILITÉES À PRENDRE LES DÉCISIONS DE PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE OU D'ADMISSION À FAIRE VALOIR LES DROITS À PENSION DE RETRAITE.
3. PLACEMENT DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIÈRE EN POSITION DE RETRAITE.
4. PLACEMENT DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIÈRE EN POSITION DE RETRAITE AVEC LE BÉNÉFICE DU PÉCULE INSTAURÉ PAR LA LOI 96-1111 DU 19 DÉCEMBRE 1996.

5. ADMISSION DES SOUS-OFFICIERS ET MILITAIRES DU RANG SOUS CONTRAT À FAIRE VALOIR LEURS DROITS À PENSION DE RETRAITE.
6. DÉCISIONS DE PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE OU D'ADMISSION À FAIRE VALOIR LES DROITS À PENSION DE RETRAITE.
7. FORMALITÉS PRÉALABLES À LA LIQUIDATION DE LA PENSION DE RETRAITE.
8. POSITION DU SOUS-OFFICIER DE CARRIÈRE RETRAITE, AUTORISE À REPRENDRE LE SERVICE ACTIF.
9. DEMANDE DE REMISE EN PAIEMENT D'UNE PENSION INITIALE.

ANNEXE(S)

ANNEXE 1.

ANNEXE 2.

ANNEXE 3. INSCRIPTIONS À PORTER SUR LES PIÈCES MATRICULES.

Introduction.

La présente instruction a pour objet de préciser les règles à appliquer pour que les sous-officiers et les militaires du rang de l'armée de terre puissent bénéficier des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite, fondées sur la durée des services.

Il importe que les prescriptions du code susvisé soient rigoureusement respectées, tout retard, erreur ou omission dans l'accomplissement des formalités requises étant de nature à causer un préjudice aux intéressés.

En particulier la décision de radiation des cadres doit être prise, sauf cas particulier, quatre mois au moins avant la date à laquelle elle prend effet et le dossier de pension, dûment mis à jour, doit être soumis au service des pensions deux mois avant la date d'effet de la radiation des cadres de l'intéressé.

Il est rappelé qu'en l'absence de toute précision concernant la genre des services effectués, la mention quinze ans ou vingt-cinq ans de services se rapporte aux services civils et militaires effectifs (application de l'art. L. 6 du code des pensions civiles et militaires de retraite).

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A LA RETRAITE.

1.1. Droit à pension de retraite.

Le droit à pension de retraite à jouissance immédiate est acquis aux sous-officiers et militaires du rang qui ont accompli quinze années de services civils et militaires effectifs.

Les sous-officiers de carrière sont placés en position de retraite et les sous-officiers et militaires du rang sous contrat font valoir leurs droits à pension de retraite en fin de contrat ou en cours de contrat si la résiliation a été demandée et acceptée. La jouissance de la pension de retraite ne peut être antérieure à la date de la décision de radiation des cadres du titulaire sauf dans les cas exceptionnels déterminés par règlement d'administration publique (cf. art. R. 36 du code des pensions civiles et militaires de retraite).

1.2. Radiation des cadres.

Les sous-officiers et les militaires du rang ne peuvent prétendre à la liquidation de leurs droits à pension de retraite qu'après avoir été radiés des cadres, soit sur leur demande, soit d'office, en application du statut général et des statuts particuliers qui régissent le personnel militaire.

Nota.

Les modalités relatives au placement d'office en position de retraite par suite d'infirmités ou par mesure disciplinaire n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.

La radiation des cadres résulte :

- pour les sous-officiers de carrière, d'un arrêté de placement en position de retraite ou d'une décision de cessation de l'état de militaire de carrière pour un des motifs prévus à l'article 79 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée ;
- pour les sous-officiers et les militaires du rang sous contrat, du terme de leur contrat (non-renouvellement ou résiliation).

L'acte de radiation des cadres spécifie les circonstances susceptibles d'ouvrir droit à pension et vise les dispositions légales invoquées à l'appui de cette décision.

1.3. Généralités concernant le calcul du montant des pensions de retraite.

Les éléments permettant de constater l'établissement des droits à pension et de déterminer le montant de celle-ci sont consignés dans un dossier de pension détenu au corps et vérifié périodiquement par son titulaire.

Le montant de la pension est calculé sur la base des derniers émoluments soumis à retenue afférents à l'échelon qui aura été détenu effectivement pendant six mois au moins au moment de la cessation des services valables pour la retraite.

1.4. Ajournement du placement en position de retraite.

Même s'ils ont acquis des droits à pension de retraite à jouissance immédiate, les sous-officiers de carrière, non atteints par la limite d'âge, peuvent voir leur placement en position de retraite différé du fait :

- soit de la parution d'un décret prescrivant le maintien d'office en service pour une durée limitée ;
- soit de l'obligation de rester en activité pendant une durée déterminée après avoir reçu une formation spécialisée ou pour toute autre motif prévu par la réglementation.

2. AUTORITÉS HABILITÉES À PRENDRE LES DÉCISIONS DE PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE OU D'ADMISSION À FAIRE VALOIR LES DROITS À PENSION DE RETRAITE.

2.1. Arrêté de placement en position de retraite.

L'arrêté de placement en position de retraite d'office ou sur demande des sous-officiers de carrière est pris :

- par la direction du personnel concernée pour les sous-officiers appartenant à l'administration centrale et aux organismes qui en relèvent ou y sont rattachés ;
- par les commandants de corps d'armée, de la force d'action rapide, de circonscription militaire de défense, du commandement militaire de l'Ile-de-France, les directeurs locaux des services, les commandants supérieurs dans les départements et territoires d'outre-mer, les commandants des forces françaises stationnées en Allemagne, de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, des organismes de formation de l'armée de terre, pour les sous-officiers relevant de leur autorité.

2.2. Décision d'admission à faire valoir les droits à pension de retraite.

La décision d'admission à faire valoir les droits à pension de retraite, concernant les sous-officiers et les militaires du rang sous contrat, est prononcée par le chef de corps ou de service.

3. PLACEMENT DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIÈRE EN POSITION DE RETRAITE.

3.1. Placement d'office par limite d'âge.

Au cours du septième mois précédant la date à laquelle le sous-officier atteint la limite d'âge de son grade, le chef de corps ou de service adresse directement à l'autorité désignée au paragraphe 2.1 ci-dessus, une demande de placement en position de retraite rédigée selon le modèle donné en annexe 1.

L'autorité destinataire prononce le placement en position de retraite au moyen de l'imprimé N° 311-0/19 et transmet cette décision au chef de corps ou de service pour notification à l'intéressé avec copie à la direction du personnel concernée [bureau de fonction pour la direction du personnel militaire de l'armée de terre (*DPMAT*)].

La décision de placement en position de retraite doit intervenir au moins quatre mois avant la date à laquelle elle prend effet.

3.2. Placement sur demande sans aide à la reconversion.

La demande de placement en position de retraite (imprimé N° 314/18) doit prévoir une date de prise d'effet permettant à l'autorité militaire de prendre sa décision et au service des pensions des armées d'effectuer la liquidation des droits à pension.

Pour que ses formalités soient terminées en temps opportun, le sous-officier intéressé doit déposer sa demande au plus tard au cours du septième mois précédant la date prévue de radiation des cadres.

La demande est aussitôt adressée à l'autorité désignée au paragraphe 2.1 ci-dessus. Cette dernière prononce le placement en position de retraite et adresse la décision, établie sur imprimé N° 311-0/19, au chef de corps ou de service pour notification à l'intéressé avec copie à la direction du personnel concernée (bureau de fonction pour la *DPMAT*).

3.3. Placement sur demande avec aide à la reconversion.

Le sous-officier candidat à un congé de reconversion doit joindre à son dossier de reconversion une demande de placement en position de retraite établie sur l'imprimé N° 314/18.

La demande de placement en position de retraite est transmise par la direction du personnel (bureau de fonction pour la *DPMAT*) à l'autorité compétente désignée au paragraphe 2.1 ci-dessus.

La décision est prise par cette autorité dès l'octroi du congé de reconversion et, le cas échéant, après mutation dans un régiment de soutien de circonscription militaire de défense (*CMD*) ou dans un organisme ayant les mêmes attributions.

Le refus du congé de reconversion ou l'octroi de celui-ci selon des modalités différentes de celles demandées initialement, a pour effet d'annuler la demande de placement en position de retraite. Une nouvelle demande doit alors être déposée. Cependant, en l'absence de toute nouvelle demande, le placement en position de retraite est prononcé d'office, dans les conditions du paragraphe 3.1 ci-dessus, lorsque le sous-officier atteint la limite d'âge de son grade dans les six mois suivant la décision relative au congé demandé.

Le sous-officier de carrière qui a obtenu un congé de reconversion et qui n'est pas placé en congé complémentaire de reconversion à l'issue de ce congé, est placé d'office en position de retraite.

Le sous-officier de carrière en congé complémentaire de reconversion peut être placé en position de retraite, sur sa demande, en cours de congé.

A l'expiration de celui-ci, il est placé d'office en position de retraite.

4. PLACEMENT DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIÈRE EN POSITION DE RETRAITE AVEC LE BÉNÉFICE DU PÉCULE INSTAURÉ PAR LA LOI 96-1111 DU 19 DÉCEMBRE 1996.

La procédure de placement en position de retraite n'est mise en œuvre que pour les sous-officiers de carrière ayant fait l'objet d'une décision agréant leur demande de pécule.

Un exemplaire de cette décision est immédiatement transmis (pour la *DPMAT*, par les bureaux de fonction) à l'autorité habilitée à prononcer le placement en position de retraite du sous-officier concerné. Cette dernière prononce, sans délai, le placement en position de retraite à la date souhaitée par l'intéressé et adresse la décision, établie sur imprimé N° 311-0/18, au chef de corps ou de service pour notification à l'intéressé avec copie à la direction du personnel concernée (bureau de fonction pour la *DPMAT*).

5. ADMISSION DES SOUS-OFFICIERS ET MILITAIRES DU RANG SOUS CONTRAT À FAIRE VALOIR LEURS DROITS À PENSION DE RETRAITE.

5.1. Admission d'office par limite de durée des services ou par non-renouvellement de contrat du fait de l'autorité militaire.

Au cours du septième mois qui précède la date de radiation des cadres, le chef de corps ou de service établit une décision d'admission à faire valoir ses droits à pension de retraite (imprimé N° 311-0/20).

5.2. Admission sur demande sans aide à la reconversion.

Le sous-officier ou le militaire du rang sous contrat qui ne désire pas continuer à servir à l'issue de son contrat en cours ou qui désire mettre un terme à celui-ci doit en avertir l'autorité militaire, de préférence dans le septième mois précédant la date de radiation des cadres. La décision d'admission à faire valoir ses droits à pension de retraite (imprimé N° 311-0/20) est alors prononcée dans les plus brefs délais par le chef de corps ou de service de l'intéressé, le cas échéant dès acceptation de la demande de résiliation de contrat.

5.3. Admission sur demande avec aide à la reconversion.

Le sous-officier ou le militaire du rang sous contrat candidat à une aide à la reconversion doit joindre à son dossier de reconversion une demande d'admission à faire valoir ses droits à pension de retraite établie sur l'imprimé N° 314/18 et, le cas échéant, une demande de résiliation de contrat.

La décision établie sur l'imprimé N° 311-0/20 est prononcée par le chef de corps ou de service ou, en cas de mutation, par le chef de corps du régiment de soutien de *CMD* dès acceptation de l'aide à la reconversion et, le cas échéant, de la demande de résiliation de contrat, et, en tout état de cause, dès que la date de radiation des cadres de l'intéressé est fixée définitivement.

6. DÉCISIONS DE PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE OU D'ADMISSION À FAIRE VALOIR LES DROITS À PENSION DE RETRAITE.

6.1. Libellé des décisions.

Les décisions, conformes aux imprimés N° 311-0/18, N° 311-0/19 et N° 311-0/20 doivent être rédigées avec le plus grand soin, notamment en ce qui concerne la date de radiation des cadres, qui conditionne la liquidation des droits à pension.

6.2. Notification des décisions.

Les décisions doivent être notifiées aux intéressés pour le chef de corps ou de service dans les conditions fixées par l' instruction générale 235 /DEF/DAJ/CX du 01 juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953, modifiée).

Nota.

Lors de la notification, l'intéressé doit recevoir une copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal (voir ANNEXE 2) ainsi que du décret 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions.

Un modèle de rédaction de la notification est joint en annexe 2. Un exemplaire de la décision, accompagné du récépissé correspondant, doit être inséré dans le dossier général (1re partie) et dans le dossier de pension.

6.3. Inscriptions à porter sur les pièces matricules.

Les inscriptions à porter sur les pièces matricules des militaires placés en position de retraite ou admis à faire valoir les droits à pension de retraite sont données en annexe 3.

7. FORMALITÉS PRÉALABLES À LA LIQUIDATION DE LA PENSION DE RETRAITE.

Le militaire désirant obtenir la liquidation de sa pension doit remplir une déclaration relative à l'élection de domicile et au cumul, objet du tableau V du dossier de pension.

Le dossier de pension complet, accompagné des pièces énumérées à la troisième page de couverture, doit être adressé au service local du commissariat de l'armée de terre de rattachement dès que la décision de radiation des cadres et de placement en position de retraite ou d'admission à faire valoir les droits à pension de retraite est prononcée. Cette procédure s'applique également au sous-officier de carrière admis à servir comme engagé immédiatement après sa radiation des cadres.

8. POSITION DU SOUS-OFFICIER DE CARRIÈRE RETRAITE, AUTORISÉ À REPRENDRE LE SERVICE ACTIF.

La retraite étant la position définitive du militaire de carrière rendu à la vie civile, un sous-officier placé dans cette position ne peut être autorisé à servir de nouveau en position d'activité que par voie d'engagement.

En conséquence, il se verra appliquer l'ensemble des dispositions statutaires relatives aux sous-officiers engagés et ne pourra plus demander à être admis à nouveau en qualité de militaire de carrière.

9. DEMANDE DE REMISE EN PAIEMENT D'UNE PENSION INITIALE.

La radiation définitive des cadres de l'armée active des sous-officiers et militaires du rang qui ont repris du service après avoir été retraités ne donne pas lieu à une décision particulière d'admission à faire valoir leurs droits à pension de retraite.

Les pièces matricules des intéressés sont arrêtées par une formule normale de libération du service, sans mention particulière de droit à pension.

En revanche, le nouveau dossier de pension doit être adressé au service local du commissariat de l'armée de terre de rattachement dans les conditions prévues au paragraphe 7. La pension initiale est alors éventuellement révisée compte tenu des nouveaux services accomplis ainsi que du grade, de l'échelle de solde et de l'échelon acquis au cours de l'engagement.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Par empêchement du directeur du personnel militaire de l'armée de terre :

Le général, directeur adjoint,

Yannick BERTHEAU.

ANNEXE 1.

Figure 1. DEMANDE D'ETABLISSEMENT D'UNE DECISION DE PLACEMENT D'OFFICE EN POSITION DE RETRAITE D'UN SOUS-OFFICIER DE CARRIERE.

(Art. 2, 5 et 8 de la loi n° 91-1241 du 13 décembre 1991.)

Concernant le (grade)	Nom patronymique :
	Nom d'épouse :
	Nom d'usage :
Prénom :	Date de naissance :
N° matricule :	
N° d'identification :	
de (arme ou service)	
en service au (organisme ou corps d'affectation)	
en vue d'être radié des cadres le (date)	
par	
Limite d'âge selon les dispositions de l'article 2 (2) :	
Limite d'âge « à titre transitoire » selon les dispositions de l'article 5 (2) :	
Autorisé à servir jusqu'à la limite d'âge supérieure (LAS).	
Décision n°	(2) (3).
Limite d'âge « à titre transitoire » selon les dispositions de l'article 8 :	
Promu sergent-chef le	Décision n° (2) (3).
Promu adjudant le	Décision n° (2) (3).
Décompte des services valables pour l'ouverture du droit à pension :	
Services militaires :	ans mois jours.
Services civils validés :	ans mois jours.
Total :	ans mois jours.
A	, le (4)

(1) Attache.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) Joindre une copie de la décision.

(4) Signature de l'autorité.

ANNEXE 2.

Figure 2. ACCUSE DE RECEPTION.

Je, soussigné (nom et prénoms) :

(grade et affectation)

reconnais avoir reçu :

Notification { de la décision n° (1) du
de l'arrêté n°

aux termes de laquelle/duquel (1) (indication succincte du contenu de la décision ou de l'arrêté) :

Copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions (2).

A , le

Signature,

EXTRAIT DU CODE PENAL (LIVRE IV) (3).

Art. 432-12. Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 500 000 francs d'amende.

Toutefois, dans les communes comptant 3500 habitants au plus, les maires, adjoints ou conseillers municipaux délégués ou agissant en remplacement du maire peuvent chacun traiter avec la commune dont ils sont élus pour le transfert de biens mobiliers ou immobiliers ou la fourniture de services dans la limite d'un montant annuel fixé à 100 000 francs.

En outre, dans ces communes, les maires, adjoints ou conseillers municipaux délégués ou agissant en remplacement du maire peuvent acquérir une parcelle d'un lotissement communal pour y édifier leur habitation personnelle ou conclure des baux d'habitation avec la commune pour leur propre logement. Ces actes doivent être autorisés, après estimation des biens concernés par le service des domaines, par une délibération motivée du conseil municipal.

Dans les mêmes communes, les mêmes élus peuvent acquérir un bien appartenant à la commune pour la création ou le développement de leur activité professionnelle. Le prix ne peut être inférieur à l'évaluation du service des domaines. L'acte doit être autorisé, quelle que soit la valeur des biens concernés, par une délibération du conseil municipal.

Pour l'application des trois alinéas qui précèdent, la commune est représentée dans les conditions prévues par l'article L. 122-12 du code des communes et le maire, l'adjoint ou le conseiller municipal intéressé doit s'abstenir de participer à la délibération du conseil municipal relative à la conclusion ou à l'approbation du contrat. En outre, par dérogation au deuxième alinéa de l'article L. 121-15 du code des communes, le conseil municipal ne peut décider de se réunir à huis clos. *Dom. Etat L. 69.*

Art. 432-13. Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 200 000 francs d'amende le fait, par une personne ayant été chargée, en tant que fonctionnaire public ou agent ou préposé d'une administration publique, à raison même de sa fonction, soit d'assurer la surveillance ou le contrôle d'une entreprise privée, soit de conclure des contrats de toute nature avec une entreprise privée, soit d'exprimer son avis sur les opérations effectuées par une entreprise privée, de prendre ou de recevoir une participation par travail, conseil ou capitaux dans l'une de ces entreprises avant l'expiration d'un délai de cinq ans suivant la cessation de cette fonction.

Est punie des mêmes peines toute participation par travail, conseil ou capitaux, dans une entreprise privée qui possède au moins 30 p. 100 de capital commun ou a conclu un contrat comportant une exclusivité de droit ou de fait avec l'une des entreprises mentionnées à l'alinéa qui précède.

Au sens du présent article, est assimilée à une entreprise privée toute entreprise publique exerçant son activité dans un secteur concurrentiel et conformément aux règles du droit privé.

Ces dispositions sont applicables aux agents des établissements publics, des entreprises nationalisées, des sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat ou les collectivités publiques détiennent directement ou indirectement plus de 50 p. 100 du capital et des exploitants publics prévus par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 (4) relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications.

L'infraction n'est pas constituée en cas de participation au capital de sociétés cotées en bourse ou lorsque les capitaux sont reçus par dévolution successorale.

(1) Rayer la mention inutile.

(2) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.

(3) A détacher suivant le pointillé et à conserver par l'intéressé.

(4) N.i. BO, JO du 8, p. 8069.

ANNEXE 3.
INSCRIPTIONS À PORTER SUR LES PIÈCES MATRICULES.

A) SOUS-OFFICIER DE CARRIÈRE.

1° Placement en position de retraite sur demande.

« Placé sur sa demande en position de retraite après quinze ans de service à compter du par arrêté n° en date du »

Rayé des cadres de l'armée active le »

A déclaré se retirer à . »

2° Placement en position de retraite sur demande avec le bénéfice du pécule institué par la loi 96-1111 du 19 décembre 1996.

« Rayé le , sur sa demande des cadres et des contrôles de l'armée active par arrêté n° du admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du et à bénéficier du pécule défini à l'article premier de la loi 96-111 du 19 décembre 1996 relative aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées. »

A déclaré se retirer à . »

3. Placement en position de retraite par limite d'âge.

« Placé d'office en position de retraite par limite d'âge de son grade après quinze ans de services à compter du par arrêté n° en date du . »

Rayé des cadres de l'armée active le »

A déclaré se retirer à . »

B) SOUS-OFFICIER OU MILITAIRE DU RANG SOUS CONTRAT.

1° Admission à faire valoir les droits à pension de retraite sur demande.

« Arrivé en fin de contrat le »

Admis sur sa demande à faire valoir ses droits à pension de retraite après quinze ans de services à compter de la même date par décision n° en date du »

Rayé des cadres de l'armée d'active le »

A déclaré se retirer à »

2° Admission à faire valoir les droits à pension de retraite par limite de durée des services.

« Arrivé en fin de contrat le »

Atteint à cette date par la limite de durée des services. »

Admis à faire valoir ses droits à pension de retraite après quinze ans de services à compter de la même date par décision n° en date du »

Rayé des cadres de l'armée active le »

A déclaré se retirer à . »

**ARRETE PORTANT PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE
D'UN SOUS-OFFICIER DE CARRIERE AVEC LE BENEFICE DU PECULE.****Le (2)**

- Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment ses articles L. 6-1° et L. 24-II);
Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée, portant statut général des militaires (notamment son article 69);
Vu la loi n° 96-1111 du 19 décembre 1996 relative aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées (notamment ses articles 1er et 2);
Vu le décret n° 74-338 du 22 avril 1974 modifié, relatif aux positions statutaires des militaires de carrière (notamment ses articles 36 et 37);
Vu l'arrêté du 1er juillet 1974 modifié, portant délégation de pouvoir en matière de décisions individuelles;
Vu la demande de l'intéressé en date du
Vu la décision n° DEF/PMAT/COAD/3/B du , portant agrément de la demande de pécule;

ARRETE :**Le (3)**

NOM patronymique :

Nom d'épouse :

(4)

Nom d'usage :

Prénoms :

Numéro matricule :

Numéro d'identification :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est placé sur sa demande en position de retraite le avec le bénéfice du pécule institué par la loi n° 96-1111 du 19 décembre 1996.

Et sera radié des cadres de l'armée active à compter de la même date.

L'intéressé recevra copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions **(5)**.

(6)

Nota. — La notification de cet avis sera assurée dans les conditions prévues par l'instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953; BOEM 460*) modifiée.

-
- (1) Attache de l'autorité ayant pris la décision.
(2) Grade, nom, fonction de l'autorité signataire.
(3) Grade du militaire faisant l'objet du présent arrêté.
(4) Rayer la mention inutile.
(5) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.
(6) Signature de l'autorité.

Instruction n° 3993/DEF/PMAT/
EG/B du 4 août 1997.

Format 21 × 29,7.

N°

**ARRETE PORTANT PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE
D'UN SOUS-OFFICIER DE CARRIERE.**

Le (2)

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment ses articles L. 6-1° et L. 24-II);
Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée, portant statut général des militaires (notamment son article 69);

Vu le décret n° 74-338 du 22 avril 1974 modifié, relatif aux positions statutaires des militaires de carrière (notamment ses articles 36 et 37);

Vu l'arrêté du 1er juillet 1974 modifié, portant délégation de pouvoir en matière de décisions individuelles;

Vu la demande de l'intéressé en date du _____, (3)

ARRETE :

Le (4)

NOM patronymique :

Nom d'épouse : (5)

Nom d'usage :

Prénoms :

Numéro matricule :

Numéro d'identification :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est placé :

— sur sa demande
— d'office par limite d'âge } (5) en position de retraite après quinze ans de services.

A compter du _____

Et sera radié des cadres de l'armée active à compter de la même date.

L'intéressé recevra copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions (6).

(7)

Nota. — La notification de cet avis sera assurée dans les conditions prévues par l'instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953; BOEM 460*) modifiée.

(1) Attache de l'autorité ayant pris la décision.

(2) Grade, nom, fonction de l'autorité signataire.

(3) Visa à rayer si l'intéressé n'a pas déposé de demande.

(4) Grade du militaire faisant l'objet du présent arrêté.

(5) Rayer la mention inutile.

(6) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.

(7) Signature de l'autorité.

Instruction n° 3993/DEF/PMAT/
EG/B du 4 août 1997.

Format 21 × 29,7.

N°

**DECISION D'ADMISSION A FAIRE VALOIR SES DROITS A PENSION DE RETRAITE
D'UN SOUS-OFFICIER OU D'UN MILITAIRE DU RANG SOUS CONTRAT.**

Le (2)

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment ses articles L. 6-1° et L. 24-II);
Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée, portant statut général des militaires (notamment son article 33);

Vu la demande de l'intéressé en date du _____, (3)

INFORME :

Le (4)

NOM patronymique :

Nom d'épouse : (5)

Nom d'usage :

Prénoms :

Numéro matricule :

Numéro d'identification :

Arme ou service :

Corps ou service :

qu'il est admis à faire valoir ses droits à pension de retraite

Après quinze ans de service (5) :

- sur sa demande;
- par non-renouvellement de contrat du fait de l'autorité militaire;
- par limite de durée des services.

A compter du

Et sera radié des cadres de l'armée active à compter de la même date.

L'intéressé recevra copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions (6).

(7)

Nota. — La notification de cet avis sera assurée dans les conditions prévues par l'instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953; BOEM 460*) modifiée.

-
- (1) Attache de l'autorité ayant pris la décision.
 - (2) Grade, nom, fonction de l'autorité signataire.
 - (3) Visa à rayer si l'intéressé n'a pas déposé de demande.
 - (4) Grade du militaire faisant l'objet de la présente décision.
 - (5) Rayer la mention inutile.
 - (6) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.
 - (7) Signature de l'autorité.